

La mission inachevée de Jean Ping

L'Express de Madagascar - André Rasolo - 27/01/10

Face à un pouvoir déterminé à avancer et une opposition persuadée d'avoir le soutien de la SADC, Jean Ping est arrivé à Antananarivo le 21 janvier, sur un terrain miné, avec des propositions sans originalité. Gardien de la « maison Afrique », que pouvait-il faire, sinon sauver la face d'un GIC composé d'éminentes personnalités africaines ? Son passage a eu au moins le mérite de clarifier la situation.

Le contexte et le rapport de force ont évolué. D'abord, les négociations interminables menées sous l'égide du GIC (Groupe international de contact) sont maintenant qualifiées d'échec, malgré des accords signés qui se sont avérés inapplicables. Ensuite, on assiste à un nouvel élan autour de Andry Rajoelina et du nouveau premier ministre, favorables à l'organisation des élections, d'un côté, et de l'autre, à une réorganisation de l'opposition autour des trois anciens présidents réclamant l'application des accords de Maputo. Enfin, il faut souligner le réveil du nationalisme, notamment chez les jeunes, les cadres et les intellectuels, réveil suscité par le comportement de la Communauté Internationale et, plus récemment, par la proposition de Robert Mugabe, un président tristement célèbre membre de la SADC, d'envoyer des troupes étrangères pour régler la crise malgache par les armes.

Devant cette spirale d'actions et de réactions, de sanctions et de condamnations, le grand perdant est le peuple malgache. Il ne comprend pas pourquoi les grands Etats démocrates s'acharnent contre lui, alors qu'il n'a fait que dénoncer et stopper des dérives anti-démocratiques du régime antérieur, dérives pourtant connues du monde entier. Et il se demande jusqu'où iront ses propres dirigeants politiques pour satisfaire leur ego, indifférents aux dégâts économiques et aux désastres relationnels au sein de la société, y compris des Églises, et qui sont en train de fragiliser le pays tout entier...

Aujourd'hui, le président de la HAT donne l'impression de ne plus vouloir plus reculer.

Dans les négociations, il ne veut plus céder. Ici, on lui dit que la Transition ne doit pas durer. Là-bas, on fait tout pour l'empêcher d'agir. Apparemment, il est décidé à avancer, avec ou sans « mouvances ». Il est campé dans une position qui consiste à solliciter un large consensus des acteurs politiques autour des élections qui seront organisées incessamment.

En fait, face aux manœuvres pour contourner le pouvoir actuel de la HAT, peut-on diriger la Transition sans Andry Rajoelina ? Peut-on mettre en place la IV^e République sans prendre en compte ce vaste courant de changement animé par le Pr Zafy depuis 2002 et dirigé par Rajoelina depuis la fin 2008 ? Peut-on organiser des élections fiables et non contestées dans un environnement tumultueux ? Peut-on affirmer que revenir au schéma consensuel et inclusif du GIC veut dire fin de la crise ?

Les six premiers mois de 2010 seront décisifs. Si le président de la HAT dit oui aux propositions de Jean Ping, il aura sans doute la reconnaissance internationale mais se heurtera à la sanction du peuple malgache qu'il a soulevé pour contrer le régime antérieur. S'il préserve son statut de leader incarnant le mouvement populaire de 2009, il ne peut qu'enterrer les accords de Maputo paradoxalement remis en cause par la démarche non inclusive à Maputo III de ceux qui s'en réclament ; et dans ce cas, il devra reconquérir la reconnaissance internationale.

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=33237>